



AN DELIENN

L A F E U I L L E

68

[RETOUR CHIFFRÉ 2025](#)

[COLLECTE BIO SOLIDAIRE](#)

[SÉCHERESSE & USAGE DE L'EAU](#)

[PRODUCTION EN SOUFFRANCE](#)

[RECU DE L'AGRICULTURE BIO ?](#)

Édito

Mais quel été !

Quel ensoleillement , quelle lumière , quelle chaleur !

Un bel été ?

Tout ceci doit surtout nous sensibiliser à une réalité confondante : Le Finistère aussi bien sûr est impacté par le réchauffement climatique.

Les chiffres sont là : l'augmentation moyenne des températures sera de près de 2°C d'ici 2050 en Finistère. Le département ne possédant quasiment pas de nappes phréatiques profondes, les ressources en eau potable dépendent à 80% de ses cours d'eau (comme l'Elorn ou l'Aulne) ce qui le rend ultra sensible au manque de pluie et bien évidemment surtout lors des périodes touristiques.

Un bel été ?

On pourrait dire "un été sous un soleil Duplomb" car que dire de cette loi , déjà repoussée par près de 2 millions de citoyens signataires d'une pétition en 2025, qui passe en force cet été : elle concerne l'autorisation par dérogation de réintroduction de néocotinoïdes (notamment l'acétamipride) sur certaines cultures. Facilitation des prélèvements pour le stockage d'eau et primauté accordée à l'usage agricole productiviste dans la gestion quantitative.

Quid des agriculteurs paysans ?

Assouplissement des règles d'implantation des élevages intensifs et révision à la baisse des exigences de compensation des zones humides. Ces zones qui jouent un rôle prépondérant dans la régulation hydrologique, l'épuration biogéochimique et le soutien de la biodiversité. Ces milieux agissent comme des éponges naturelles, des filtres et des habitats essentiels.

Alors ce soleil ? Cet été ?

Nos flâneries côtières sont un peu lourdes , la production locale souffre évidemment. La Terre est sèche , les fruits et légumes plus petits ou secs , les bêtes sont en souffrance.

Il est encore temps. Les solutions existent depuis longtemps mais sont réfutées par les pouvoirs politiques depuis plus de 50 ans. La solution ne pourra venir et s'intensifier qu' autour d'un effort citoyen avec toute la production locale et Bio. L'acte d'achat local et bio est un acte militant.

Et comme disait Coluche "Quand on pense qu'il suffirait de ne pas les acheter pour que cela ne se vende plus". On connaît les raisons du réchauffement climatique. L'acte d'achat est fondamentalement contributeur de notre comportement vis à vis de l'environnement.

VIE COOPÉRATIVE

NOMBRE DE PRODUITS AU PRIX ENGAGE

369 chez Finisterra Biocoop

LES CHIFFRES CLÉS FINISTERRA DE L'ANNÉE

INDEX ÉGALITÉ FEMME/ HOMME



98/100 chez Finisterra

SALARIES

140

salariés chez Finisterra

NOMBRE DE BOUTEILLES RÉEMPLOYÉES/ AN

1 bouteille/2

soit 49120 sur 98315 bouteilles vendues.



NOMBRE DE PRODUCTEURS LOCAUX

260 chez Finisterra



NOMBRE DE COURSE E.COMMERCE

642 chez Finisterra

NOMBRE DE COURSES LIVRE EN VELO

127 pour les pros

147 pour les particuliers

60 livraisons de crêpes intermagasin



TRANSPORT



0 transport en avion

Priorité aux produits locaux

ENVELOPPE ALTERNATIVE

12 000€

CA TTC MAGASIN

24 M€

chez Finisterra

RÉSEAU DE MAGASIN

11

magasins avec l'ouverture de
Finisterra Aberig (Ploudalmézeau) en 2026



COLLECTE BIO SOLIDAIRE

2 841 € soit 3 169 produits

COLLECTE BIO SOLIDAIRE 2026 : UNE NOUVELLE MOBILISATION RÉUSSIE

Les vendredi 12 et samedi 13 juin 2026, les 11 magasins de la coopérative Finisterra, membre du réseau Biocoop, ont participé à la 8^{ème} édition de la Collecte Bio Solidaire.

Pendant deux jours, clients, bénévoles et équipes des magasins se sont mobilisés pour favoriser l'accès à une alimentation biologique et de qualité pour les personnes en situation de précarité.

Initiée par le Fonds de dotation Biocoop, la Collecte Bio Solidaire invite les clients à faire don de produits bio en magasin. En complément, les magasins participants reversent aux associations partenaires un don financier équivalent à la marge réalisée sur les produits collectés.

Une démarche 100 % solidaire qui soutient les acteurs locaux de l'aide alimentaire, notamment des épiceries sociales et solidaires, des CCAS, des associations caritatives et des structures d'accompagnement présentes sur les territoires de Brest, Guilers, Plouarzel, Lesneven, Morlaix, Saint-Pol-de-Léon et Ploudalmézeau.

Grâce à la générosité des clients, **3 489 produits ont été collectés dans les 11 magasins de la coopérative.** À cela s'ajoute un don financier de **2 841 €**, correspondant à la marge réalisée sur les produits collectés, qui sera intégralement redistribué aux structures partenaires.

La coopérative Finisterra remercie chaleureusement l'ensemble des bénévoles, les équipes des magasins ainsi que tous les clients qui ont répondu présents. Leur engagement permet, une nouvelle fois, de faire de cette collecte un véritable élan de solidarité au service d'une alimentation bio accessible à tous.

© photo du retour sur la collecte bio solidaire



En partenariat avec des associations d'aide alimentaire sociales et solidaires du territoire :

- L'Épicerie Solidaire en Réseau : épicerie solidaire de Bellevue, l'AGORAé, le Secours Catholique et la Croix Rouge (Brest)
- l'épicerie sociale de Guilers

- la banque alimentaire de Plouarzel
- Ti Ar Sikour (CIAS de Lesneven)
- Le Secours Populaire (Plouzané et Morlaix)
- Roul'Paniers (CCAS de Morlaix)
- L'Échoppe Solidaire - Atelier des Parcours (Saint-Pol-de-Léon)
- La banque alimentaire de Ploudalmézeau

SÉCHERESSE ET USAGES DE L'EAU : ET LA BIO DANS TOUT ÇA ?

L'été 2026 permet de poser avec clarté les termes de plusieurs débats liés à l'eau. Si les canicules à répétition pouvaient avoir le moindre mérite, ce serait de nous rappeler qu'il existe de bonnes pratiques. En revanche, les mésusages causent un gaspillage que nul ne peut plus se permettre. On peut le voir en s'intéressant aux sujets suivants : quantité d'eau disponible, qualité de l'eau, rôle des sols.

En agriculture biologique (AB), on cherche à limiter les quantités d'eau qui sont utilisées. Les tensions liées aux (méga)bassines sont connues, il faut se demander quelles sont les orientations souhaitables pour l'intérêt général. L'AB n'est pas opposée à l'irrigation et en a même besoin selon les productions. En France, seules 7% des surfaces sont irriguées. Il est donc illusoire de penser que l'augmentation des stockages d'eau permettrait de produire plus en irriguant encore plus, notamment des grandes cultures céréalières destinées parfois pour 50% à l'export. Les besoins d'irrigation sont réels

en maraîchage. On comprendra qu'un(e) maraîcher(e) bio verra d'un mauvais œil des injonctions à couper le goutte-à-goutte au cœur de l'été, là où les besoins sont incontournables – surtout si ces injonctions viennent de décideurs proches des céréaliers dont les cultures se sont implantées un peu plus tôt en saison à l'aide de l'irrigation et peuvent grâce à leur système racinaire passer le cap du début d'été (si tant est que la moisson n'a pas déjà été effectuée le 21 juin...).

Autre question, la qualité de l'eau. L'eau potable est particulièrement cruciale, et le sujet est revenu sur le devant de la scène avec la mise au jour des contaminations par PFAS, ou polluants éternels hérités de certaines pratiques industrielles. Les captages sont parfois amenés à être fermés. On sait que les périmètres entourant un captage d'eau potable sont des zones protégées. On est en droit de souhaiter que ce qui vaut pour ces zones deviennent la base de réflexion pour l'ensemble de la surface agricole utile (SAU). On peut entendre que cela ne puisse se faire

en un claquement de doigts, de ce fait il est nécessaire de planifier une protection de la SAU sur plusieurs années. Plus le départ est repoussé, plus les sols seront menacés.

Cette dernière remarque mène au sujet de la vie des sols. Les sols cultivés en bio contiennent moins de polluants, il ont aussi la capacité à mieux conserver l'eau. La notion de rétention de l'eau dans les sols est à prendre en compte alors qu'en plus des chaleurs inédites, on observe des modifications des régimes des vents et l'apparition de périodes où un effet sèche-cheveux devient problématique. Des sols nus sont très vite dépourvus d'eau. En AB, l'idée est de protéger les champs par des haies. Ce cloisonnement végétal se double d'une surface des parcelles plus réduite. Ainsi l'ombrage se combine à la lutte contre les vents pour mieux garder l'humidité du sol. De nombreuses essences d'arbres permettent d'apporter un complément de fourrage, qui peut s'avérer précieux lors d'un été sec, lorsque l'herbe vient à manquer. Des

haies variées (frêne, aulne, bouleau, charme...) sont (re)mises en place ici ou là.

En conclusion, en AB on vise un usage parcimonieux de l'eau. Déjà porteuses de dérives, concernant l'eau tout comme d'autres sujets d'ailleurs, la loi Duplomb de 2025 se double à l'été 2026 d'une loi dite « d'urgence agricole ». En dépit de son nom, ce texte défend en réalité un projet qui signifie qu'il est urgent non pas même d'attendre, mais de persister dans des pratiques d'un autre âge.

Au plan local comme national, Finisterra s'engage y compris financièrement pour aider les agriculteurs qui malgré les embûches luttent vaille que vaille pour faire vivre des pratiques économes et à dupliquer sans réserve.

Source : fnab.fr

CANICULE - PRODUCTION EN SOUFFRANCE

Les conséquences de la sécheresse sont déjà catastrophiques pour les producteurs. Les cultures actuelles souffrent (légumes trop petits, déformés ou attaqués par les chenilles) et les plantations futures peinent à s'installer. Acheter des légumes bio et locaux est plus que jamais un geste de solidarité envers des producteurs durement touchés. Les effets du réchauffement climatique sont désormais bien visibles dans nos champs : certains légumes meurent sous l'effet de la chaleur et des nuisibles, tandis que les paysans s'inquiètent pour les récoltes à venir. Dans le nord-Finistère, les températures restent de deux à trois degrés inférieures à celles du sud, un écart qui fait souvent toute la différence pour préserver les cultures.

Une salade, normalement, c'est beau, c'est vert, c'est verdoyant. Les salades sont deux fois plus petites que d'habitude et frôlent le seuil de survie : quelques degrés de plus et une semaine de pluie en moins auraient suffi à les faire disparaître. Pour certains maraîchers, c'est le premier été où l'irrigation est devenue indispensable.

De nombreux légumes sont désormais invendables : trop petits, déformés ou abîmés. Les blettes et les choux kale durcissent sous l'effet de la chaleur, tandis que la sécheresse transforme progressivement les parcelles en étendues jaunies.

La chaleur favorise aussi la prolifération des nuisibles, comme les araignées rouges et les noctuelles, qui détruisent concombres et autres cultures sous serre. Si certains légumes résistent encore, les producteurs redoutent déjà les récoltes d'hiver : la sécheresse compromet les plantations de rutabagas, de carottes et d'autres légumes de saison.

"Quand il fera 50 °C, on n'aura plus moyen de se nourrir, tout cramera et on risque la famine. Et la seule solution que je vois, c'est d'arrêter d'émettre du CO2", remarque Olivier Danjean, producteur Bio à Plouguin. L'autre, qu'il glisse, c'est "la diversification". Avoir une ferme, qui produit de tout. "Comme ça, si quelque chose ne marche pas, ça marchera pour autre chose. C'est une certitude." Il encourage même ses clients à aller chercher leurs fruits et leurs légumes

chez plusieurs maraîchers. "Il faut que tout le monde puisse vivre. Et plus on est nombreux, plus on a de chances pour que ça marche."

Les canicules laissent les paysans KO. Dans les Deux-Sèvres, les malaises se multiplient chez les agriculteurs qui tentent de sauver leurs cultures sous des températures dépassant les 40 °C. Les canicules dégradent leur santé physique et mentale. Alexis, maraîcher à la ferme de l'Âne arrosé, raconte avoir retrouvé son collègue Valentin victime d'un malaise près des serres. « On parle surtout des pertes économiques, alors que des gens tombent », déplore-t-il.

Dans les champs, les serres et les étables, les épisodes de canicule épuisent les agriculteurs. Même si un répit est observé dans une partie du pays, les conséquences risquent de durer. Dans un sondage de la Confédération paysanne, un adhérent évoque un véritable « burn-out climatique ». « Nous sommes dans la chaleur en permanence, sans répit », témoigne Amandine, éleveuse bovine. De son côté, Alexis explique

que les températures sous les serres dépassent parfois les 50 °C, rendant les conditions de travail particulièrement éprouvantes. Pour prévenir les accidents, chacun s'adapte : Amandine s'occupe de ses vaches dès l'aube et apporte du foin dans des prés désormais grillés, tandis qu'Alexis enchaîne les microsiestes et relance l'arrosage toutes les deux heures, parfois jusqu'à minuit, pour ne pas perdre ses cultures.

À La Roche-Maurice, Mickaël Pont, de la ferme Le Pépin et La Plume, dresse un constat tout aussi alarmant : depuis fin juin, près de 50 % de ses poules pondeuses sont mortes à cause des épisodes de canicule. Il s'inquiète d'un climat de plus en plus imprévisible, qui menace la production agricole et, à terme, notre souveraineté alimentaire.

Une raison de plus de soutenir la production locale et biologique !

FAUTE DE SOUTIEN, L'AGRICULTURE BIO RECOULE

Entre baisse de la consommation, réduction des aides et difficultés économiques, la filière bio traverse une période de recul inédite en France.

Pendant de nombreuses années, l'agriculture biologique a connu un développement constant en France, portée par une demande croissante des consommateurs et par des politiques publiques encourageant la transition écologique. Mais depuis 2023, cette dynamique s'est inversée. Les surfaces cultivées en bio diminuent, les conversions d'exploitations sont moins nombreuses et certains agriculteurs choisissent même de revenir à une agriculture conventionnelle.

La première explication est économique. Avec l'inflation, de nombreux ménages ont réduit leurs achats de produits biologiques, souvent plus coûteux que les produits conventionnels. Cette baisse de la demande fragilise les producteurs, qui peinent à vendre leurs récoltes et voient leurs revenus diminuer.

À ces difficultés s'ajoute la question du soutien public. Plusieurs organisations professionnelles dénoncent une baisse des financements consacrés à la filière

biologique et la réaffectation d'une partie des aides vers d'autres priorités agricoles. Elles estiment que ces décisions freinent les nouvelles conversions et mettent en difficulté les exploitations déjà engagées dans le bio.

Le débat s'est également cristallisé autour de l'Agence Bio, chargée de promouvoir et de développer l'agriculture biologique. Les discussions sur son financement et son avenir ont renforcé le sentiment d'un désengagement de l'État, même si le gouvernement affirme continuer à soutenir la filière.

De son côté, le ministère de l'Agriculture réfute toute volonté d'abandonner le bio. Il rappelle le maintien de plusieurs dispositifs d'aide, comme le crédit d'impôt pour les exploitations biologiques, le Fonds Avenir Bio ou encore certaines aides de la Politique agricole commune (PAC). Selon le gouvernement, ces mesures doivent permettre d'accompagner les agriculteurs malgré un contexte économique difficile.

Aujourd'hui, l'agriculture biologique se trouve à un tournant. Si elle demeure un pilier important de la transition écologique, elle

doit faire face à une baisse de la consommation, à des coûts de



production élevés et à un débat sur le niveau de soutien public nécessaire à son développement. Les prochains choix politiques et l'évolution de la demande des consommateurs seront déterminants pour l'avenir de la filière.

En 2026, la filière espère toutefois un nouveau souffle. Le gouvernement a annoncé le renforcement de plusieurs dispositifs de soutien, notamment le maintien du crédit d'impôt pour les exploitations biologiques, la

revalorisation de certaines aides de la PAC (avec un écorégime porté à 110 €/ha pour les campagnes 2026 et 2027) et le lancement d'un programme spécifique pour la filière du lait bio. L'État a également augmenté les crédits destinés à la promotion des produits biologiques afin de relancer la consommation, avec l'objectif d'atteindre au moins 20 % de produits bio en restauration collective, conformément à la loi EGAlim. Malgré ces annonces, les organisations de producteurs estiment que ces mesures devront produire des résultats concrets pour enrayer durablement le recul de la filière.

Sources: La France agricole / Reporterre / Franceinfo / Le monde / Ministère de l'agriculture



Nos magasins

- BREST**
Kerbio Centre Ville
3, rue de Kerfautras
02 98 46 45 81
- Kerbio Europe**
Place Daumier
02 29 00 33 33
- Kerbio Rive Droite**
114, bd de Plymouth
02 98 45 45 28
- Kerbio Siam**
7, rue Amiral Linois
02 29 62 14 41
- PLOUZANÉ**
Finisterra des 3 pointes
22, rue de Kerallan
02 57 55 00 33
- SAINT-RENAN**
Bio Abers
Zone de Mespaol
02 98 32 61 02

- PLOUARZEL**
Finisterra l'Annexe
Place de la Mairie
02 98 02 17 23
- PLOUDALMÉZEAU**
Finisterra Aberig
11, rue Monseigneur Raoul
02 57 55 01 86
- SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS**
Coccinelle
3, rue Marcellin Berthelot
ZA de Keriven
02 98 63 42 04
- SAINT-POL-DE-LÉON**
Kastell Bio
45, avenue des Carmes
02 98 19 59 79
- LESNEVEN**
Prim'Vert
8, Croas ar Rod
02 98 83 07 06

Les magasins de la coopérative acceptent les monnaies locales en papier et en numérique



www.finisterra.fr

   @biocoopfinisterra29



www.biocoop.fr



Pour recevoir la lettre d'info par mail, scannez ce QR code !



Sur présentation de la carte étudiante

COMITÉ DE RÉDACTION

Yann Clugery, Régine Eildé, Gérard Habasque, Carole Le Garrec, Jean-Yves Le Grand, Marion Prigent, Sylvain Penven, Jean-Christophe Ramel, Xavier Reunbot

Responsable de la publication :

Yann Clugery

Président du directoire

Tirage à 1 800 exemplaires.

Gratuit et aime circuler.

Retrouvez toutes les publications sur : www.finisterra.fr

 Imprimé par Calligraphy Print 

Pour votre santé, mangez au moins 5 fruits et légumes (bio !) par jour : mangerbouger.fr
L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération 